



4000 postes supprimés à la rentrée 2026.

Il y a urgence ! Nous avons besoins de moyens !

La politique libérale et austéritaire, se trouve encore une fois à l'œuvre rue de Grenelle. La raison évoquée, à défaut d'être originale, est constante : la baisse démographique. Pourtant, d'autres choix étaient possibles : profiter de cette réduction du nombre d'élève global pour favoriser les conditions d'apprentissage. Cela aurait permis des classes moins chargées, des dédoublements de classe, un environnement de travail adapté aux élèves en situation de handicap et à besoins spécifiques. Non ! Car faire ces économies sur le dos de l'éducation est au profit du budget de l'armée qui, lui, voit ses crédits augmentés de 7 Milliards d'euros par rapport à 2025.

Dans le 13, ces politiques sont très concrètes. Le lycée Nelson Mandela perd 80 heures, Jean Perrin 180 heures, Victor Hugo 80 heures, Marie-Curie 146, Montgrand 100 heures, Diderot 80 heures, ou encore le lycée Saint Charles qui se voit amputé de 77 heures. Étonnamment certains établissements semblent être épargnés par cette coupe nette des dotations. La Cité Scolaire Internationale Jacques Chirac voit sa DGH augmenter de 300h et la dotation de Marseilleveyre reste stable. Cette situation injuste force notre action. Les conséquences pour ces établissements, grand perdant de la DGH, accueillants pourtant les élèves issus des classes populaires nous les connaissons : des classes surchargées et la fermeture de spécialités dans les lycées. L'école doit ambitionner d'aller contre le déterminisme social ; ce que nous propose le gouvernement, c'est de le renforcer encore

Le premier degré n'est malheureusement pas épargné, avec la perte de 36 postes sur l'académie dont 20 sur le département. Nous devrions bientôt voir fleurir des fermetures de classes. Il est inadmissible de détériorer les conditions de travail des plus jeunes et les conditions de travail des collègues.

Aussi la lutte s'organise déjà dans les établissements les plus touchés. Tous les établissements en lutte contre la baisse des moyens, sont appelés à se mobiliser le Mardi 10 mars à 18h à la Bourse du Travail pour une AG. Travailleurs.euses de l'éducation nationale des Bouches du Rhône, organisons nous contre cette nouvelle attaque scandaleuse de nos conditions d'exercice.

AG Mardi 10 Mars 2026 à 18h

Bourse du Travail de Marseille - boulevard Charles Nédélec